



Richard Heuze
rheuze@lefigaro.fr

Dario Franceschini:

« Le G7 doit s'occuper de culture, pas seulement de finance »

Ministre italien des Biens culturels depuis février 2014, Dario Franceschini (58 ans), originaire de Ferrare, membre influent du Parti démocrate, vient de présider à Florence, les 29 et 30 mars, le premier G7 de la culture. Le 20 avril, il présentera à Paris son livre publié en français par Gallimard sous le titre *Ailleurs*.

LE FIGARO. - Quel résultat concret a eu le G7 de la culture, qui vient de se tenir à Florence ?

Dario FRANCESCHINI. - Ce premier G7 de la culture a prouvé que les sept pays les plus industrialisés du monde peuvent s'occuper de culture et pas seulement d'économie et de finance. La « déclaration de Florence » contient des principes importants et concrets qui engagent les pays du G7. Sur deux grands thèmes en particulier. D'abord sur la tutelle du patrimoine menacé par le terrorisme, les guerres, les calamités naturelles, avec l'engagement de l'Unesco et des Nations unies : ce sont les « Casques bleus » de la culture. Deuxièmement, la déclaration finale reconnaît la culture comme instrument de dialogue pour faire coexister les diversités religieuses, culturelles, identitaires. Deux principes très importants.

La communauté internationale a-t-elle aujourd'hui une perception plus aiguë du devoir de protéger le patrimoine culturel mondial de l'humanité ?

Tout à fait. En témoignent deux faits. Le 13 novembre 2015, l'Unesco a approuvé une résolution appelant à constituer des task forces nationales capables d'intervenir une fois les crises terminées. C'est ce qu'on a pu faire à Palmyre, après le départ de l'État islamique, en récupérant et restaurant deux statues vandalisées par les terroristes. Le 24 mars dernier, le Conseil de sécurité a fait un pas de plus en adoptant à l'unanimité une résolution franco-italienne prévoyant qu'à l'intérieur des forces internationales de maintien de la paix, quand les crises sont en cours, il y ait une composante spécifique pour protéger le patrimoine culturel. Un peu comme dans le film *Monuments Men*. Cela veut dire que dans les situations de conflit, outre le fait de devoir protéger les personnes, il faudra dorénavant protéger ce que l'Unesco reconnaît comme faisant partie du patrimoine mondial de l'humanité.

À ce stade, peut-on prévoir une action internationale pour la réhabilitation du patrimoine culturel en Syrie ?

Quand les Nations unies autoriseront une mission de maintien de la paix en Syrie, la communauté internationale devra intégrer dans cette mission la composante culturelle nécessaire pour récupérer les extraordinaires sites de ce pays.

En septembre dernier, la Cour pénale internationale a condamné à six ans de prison le Malien Ahmad al-Faqi al-Mahdi pour destruction d'édifices religieux et de mausolées dans son pays. Un exemple à suivre ?

Absolument. Les destructeurs de monuments publics devraient être systématiquement traduits en justice et condamnés par le tribunal international. Si l'on convient que le patrimoine culturel est patrimoine de l'humanité, commettre un crime contre ce patrimoine revient à commettre un crime contre l'humanité. À cet égard, la « déclaration de Florence » relève la nécessité d'élaborer une législation in-

ternationale très forte. Pas seulement pour combattre la destruction d'œuvres culturelles. Mais aussi contre le trafic international des œuvres d'art volées. On en a discuté entre ministres du G7 et lors d'une table ronde thématique à laquelle ont participé nos policiers et nos carabiniers.

Concrètement, que faire ?

La résolution de 2015 de l'Unesco prévoyait déjà la création de task forces nationales. L'Italie l'a fait en donnant jour à un corps composé pour moitié de carabiniers et pour moitié de restaurateurs, historiens d'art, architectes, archéologues. Il faut maintenant coordonner l'ensemble de nos banques de données. Ce type de délits, orchestré par une criminalité transnationale, ne connaît pas de frontières. En Italie, nos carabiniers ont élaboré un logiciel très perfectionné, une sorte de documentation photographique précise des œuvres volées : il suffit de prendre avec son smartphone le cliché d'une œuvre suspecte repérée sur le marché et le logiciel détecte automatiquement si elle est volée ou non (*application gratuite iTPC, NDLR*).

La « déclaration de Florence » appelle aussi à renforcer la culture comme élément de dialogue et de lutte contre le populisme. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Les antagonismes naissent de la peur de l'étranger, de la diversité, de l'émigration. Ce sont des peurs inévitables à l'heure de la mondialisation. La connaissance réciproque est le meilleur antidote. C'est le rôle de l'éducation. Concrètement, cela veut dire échanges de jeunes, échanges culturels, facilités données aux coproductions de cinéma et de théâtre, etc. Ce qui est important, c'est que cet appel vienne du G7. C'est là le grand changement. Pour la première fois, les pays du G7 abordent le domaine culturel. Il ne se limite plus à sa force économique pour exercer son leadership dans le monde. Il délivre aussi un message sur les valeurs et les principes.

Le 25 novembre 2015, Matteo Renzi avait dit au Capitole, dans le salon des Horaces et des Curiaces où le traité de Rome avait été signé

le 25 mars 1957, que « la culture est la réponse italienne au terrorisme » et que « 1 euro investi en sécurité devait être accompagné de 1 euro dans la culture ». Est-ce le cas ?

C'était une réflexion très juste, très clairvoyante. Faites immédiatement après les attentats de Paris, au Bataclan notamment. Dans l'immédiat, il faut certes investir en sécurité, pour protéger les gens. Mais il est tout aussi nécessaire d'investir pour combattre les causes fondamentales du terrorisme. Cela veut dire investir dans la connaissance, la culture, l'éducation. Ce sont les véritables antidotes du terrorisme, de la peur, du populisme.

Le Canada, qui présidera le G7 l'an prochain, a déjà annoncé qu'il organiserait un G7 de la culture. Deviendra-t-il permanent ?

Il faut le souhaiter. Le dernier paragraphe de la « déclaration de Florence » invite les gouvernements à rendre permanent ce G7 de la culture avant celui des chefs d'État et de gouvernement. En marge de nos travaux, nous avons aussi eu diverses réunions avec nos homologues européens, allemands et français en particulier. Nous travaillons à des idées communes. Comme instaurer un Erasmus de

la culture, autrement dit des échanges de jeunes entre théâtres, festivals, musées, bibliothèques, centres de formation. Ce serait une très belle chose. France, Allemagne et Italie le proposeront ensemble à l'Union européenne. ■

En Italie, nos carabiniers ont élaboré un logiciel très perfectionné, une sorte de documentation photographique précise des œuvres volées : il suffit de prendre avec son smartphone le cliché d'une œuvre suspecte repérée sur le marché et le logiciel détecte automatiquement si elle est volée ou non

Palmyre, trafics d'œuvres d'art, destruction de mausolées au Mali ont été au centre du G7 de la culture que le ministre italien des Biens culturels vient de présider.



RENCONTRE

«Le 24 mars dernier, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution franco-italienne prévoyant qu'à l'intérieur des forces internationales de maintien de la paix, quand les crises sont en cours, il y ait une composante spécifique pour protéger le patrimoine culturel », se félicite Dario Franceschini.

MAURIZIO DEGLI INNOCENTI/AP

